

M. J. W. Murphy (Lambton-Ouest): A l'exemple de ceux qui ont déjà pris part au débat, je félicite les motionnaires de l'Adresse. Vu les observations que le ministre vient de faire au sujet des immobilisations relatives à la *Polymer Corporation*, de Sarnia, j'exprime de nouveau l'espoir que le Gouvernement étudiera plus à fond l'à-propos de protéger cette importante région.

D'après l'exposé du ministre, l'expansion de la *Polymer* équivaldrait à environ 7 millions de dollars. Outre cette expansion, nous avons dans la circonscription un accroissement de 14 millions de dollars aux établissements de l'*Imperial Oil Company*, dont la capacité de raffinage passera de 65,000 barils à 80,000 barils par jour. Nous avons également, en voie de construction, des annexes de la *Canadian Oil Refineries* d'une valeur de 18 à 20 millions de dollars, de même qu'un agrandissement de la *Dow Chemical Company* d'une valeur approximative de 3 à 5 millions de dollars.

Une ou deux autres industries ont fait l'acquisition de propriétés en vue de l'exécution de travaux essentiels à l'effort de guerre. Inutile de rappeler l'apport de ces diverses industries à notre effort de guerre lors du dernier conflit, ni la nécessité, que ce nouvel essor rend plus impérieuse, de prendre les mesures de protection aujourd'hui indispensables.

Quand j'ai soulevé la question, lors de la dernière session, le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) a déclaré que nous comptons, pour protéger cette région, sur les avions de Détroit et de London. Vu l'importance de ces industries pour notre effort de guerre, je veux croire, en toute sincérité, que le ministre étudiera plus à fond la protection aérienne qu'il convient de leur donner. A mon avis, nous devrions établir dans le voisinage de ces industries non seulement un aéroport mais des éléments d'une escadrille de chasse.

Le ministre de la Défense nationale a exposé au pays les grandes lignes d'un programme de défense qui coûtera 5 milliards de dollars en trois ans. Néanmoins, à mes yeux de profane en art militaire, de simple contribuable canadien, la situation présente est franchement tragique, puisque, une fois dépensés les 5 milliards, dans trois ans d'ici, nous aurons pour protéger nos côtes, 100 vaisseaux et pour protéger le pays et participer à la défense de l'Europe, 40 escadrilles.

En attendant, le Canada possède une armée, une marine et une aviation qui sont uniquement sur le papier. Si la nécessité l'exige, les Canadiens acceptent avec courage le fardeau du plan de défense qui leur coûtera 1,600 millions de dollars au cours de l'année qui commence. Mais ne l'accepteraient-ils

pas avec beaucoup plus d'enthousiasme, s'ils ne savaient pas que le Gouvernement a failli à son devoir à plusieurs égards durant la période d'après-guerre. Ils l'accepteraient dans une meilleure disposition d'esprit s'ils ne se rendaient pas compte que le Gouvernement a gaspillé, ces quatre ou cinq dernières années, des millions de dollars votés pour la défense et qui auraient pu servir à assurer au pays une grande partie du matériel et des effectifs dont il a un si pressant besoin.

Ils l'accepteraient surtout avec moins d'inquiétude s'ils pouvaient être assurés que la Russie soviétique accordera au Canada ces trois ans pour reconstituer ses éléments de combat et se réarmer. Voilà combien est tragique la situation actuelle en ce qui concerne la défense; c'est là mon avis et je suis sûr que c'est aussi l'avis du citoyen moyen.

La menace du communisme, la menace de l'impérialisme russe, n'a pas surgi du jour au lendemain.

La menace d'empiétements communistes est devenue tellement évidente il y a deux ans qu'elle a mené à la formation de l'alliance nord-atlantique. Comme l'a signalé le ministre, le Traité est en vigueur depuis quinze mois. Le ministre de la Défense nationale connaissait donc certainement, il y a quinze mois, les insuffisances de nos trois armes. Il savait qu'après avoir signé une alliance défensive régionale, le Canada serait appelé à fournir plus que des déclarations ministérielles réconfortantes portant qu'aucune nation n'oserait s'attaquer à douze pays déterminés à résister à toute agression.

Je reconnais volontiers qu'il fallait mettre au point les détails d'organisation et qu'il a fallu du temps pour établir l'apport de chaque pays signataire.

Il n'en reste pas moins que le Canada, comme l'ont signalé d'autres députés, est entré dans cette alliance les mains vides. Il a fallu le conflit coréen pour faire comprendre au Gouvernement que la participation à une alliance et les obligations qui en découlent nécessitent la mise sur pied de forces armées, la formation de troupes et l'achat d'équipement, et enfin l'acquisition de navires, de canons et d'avions.

Le dicton d'après lequel il est difficile d'amener les démocraties à faire des préparatifs de défense aussi longtemps que dure la paix a beaucoup trop de vogue. On est en train de le ramener à ses justes proportions; c'est même déjà fait. Les Canadiens s'inquiètent, ils s'alarment même de l'optimisme béat de leur propre gouvernement, lorsqu'il s'agit de préparer le pays à se défendre contre une menace qui n'est que trop manifeste, non pas depuis des semaines ni des mois, mais depuis des années.